

**Consultation publique de la CRE relative à la mise en œuvre
de l'annexe I au Règlement (CE) 715/2009
sur les procédures de gestion de la congestion (CMP)**

Réponse de Total Gas & Power Limited

A titre liminaire, Total Gas and Power Limited (« TGP ») souhaite attirer l'attention de la CRE sur le considérant (4) de la décision de la Commission Européenne du 24 août 2012 qui semble exclure la liaison entre les zones Nord et Sud du réseau GRTgaz du champ d'application des mécanismes présentés dans la consultation.

En effet, cette liaison étant affectée par une congestion physique, *« la solution devrait être recherchée du point de vue de la planification du réseau et des investissements dans celui-ci »* conformément aux dispositions de ce considérant (4).

Par ailleurs, TGP s'interroge sur le bien fondé de la mise en œuvre de tels mécanismes au moment où les règles d'allocation des capacités de transport évoluent, conformément à la mise en œuvre du code de réseau CAM, vers des systèmes d'enchères. Ce point sera repris plus précisément dans la réponse à la question 1.

Question 1 : Etes-vous favorable à la mise en œuvre du mécanisme de restitution aux points d'interconnexion avec les pays tiers ?

TGP est favorable à la mise en œuvre de mécanismes visant à maximiser l'utilisation des capacités de transport aux points d'interconnexion physiques ou virtuels entre les systèmes entrée-sortie adjacents.

Sans y être opposé, TGP ne pense pas que le mécanisme de restitution des capacités souscrites, tel que présenté dans la consultation, soit une solution efficace. Il paraît être relativement rigide et ce notamment par rapport aux solutions existantes. En effet, le marché de différentiels entre différents hubs (Peg Nord / NCG, Peg Nord / ZTP...) offre déjà la possibilité aux expéditeurs de remettre indirectement sur le marché des capacités non utilisées.

En outre, il conviendrait, en cas de mise en œuvre de ce mécanisme, d'adapter les règles d'allocation afin de se prémunir de tout risque de réservation excessive de capacité par un expéditeur et ce notamment au moment où les règles d'allocation des capacités de transport évoluent vers des systèmes d'enchères.

Question 2 : Etes-vous favorable à la règle de priorité pour la réallocation des produits restitués ?

TGP est favorable à la règle de priorité proposée.

Question 3 : Etes-vous favorable à ce que le mécanisme de restitution fasse partie du service de transport de base de GRTgaz et TIGF (donc sans facturation) ?

TGP considère que ce service fait partie des services de base associés à la souscription de capacité et que, par conséquent, il ne doit pas faire l'objet d'une facturation supplémentaire.

Question 4 : Etes-vous favorable à la facturation à l'expéditeur restituant la capacité du différentiel de prix, si positif, entre le prix initial et le prix de revente de la capacité ?

TGP est favorable à la règle de facturation proposée dans le cas où le différentiel de prix entre le prix initial et le prix de revente de la capacité est positif.

Question 5 : Etes-vous favorable avec l'orientation de la CRE quant au traitement des sur-revenus potentiels générés par le mécanisme de restitution ?

TGP partage l'avis de la CRE et n'est pas favorable à la conservation par les GRT de la différence, si elle est positive, entre le prix de revente et le prix initial.

Comme déjà évoqué dans notre réponse à la question 1, afin d'éviter toute réservation excessive par un acteur qui pourrait avoir pour conséquence une augmentation de la valeur de la capacité concernée, il convient d'adapter les règles d'allocation ou à minima de retenir une solution de redistribution limitant le risque d'occurrence d'une telle situation.

Question 6 : Etes-vous d'accord avec l'orientation de la CRE de ne pas appliquer le mécanisme de surréservation et de rachat aux points d'interconnexion avec les pays tiers ?

TGP n'est pas favorable à la mise en œuvre d'un mécanisme d'accroissement de la capacité offerte par un système de surréservation et de rachat.

En effet, dans le cas de capacités déjà congestionnées, les expéditeurs portent un risque physique et financier qui peut s'avérer relativement conséquent lors de situations «tendues». Ainsi ce mécanisme pourrait avoir un coût élevé que devrait supporter la communauté des expéditeurs. Pour les points non congestionnés, la mise en œuvre de ce mécanisme risqué ne nous semble pas être nécessaire.

En cas de mise en place du mécanisme, il convient de distinguer les capacités souscrites antérieurement à la mise en et celles créées par la surréservation. En effet, l'impossibilité pour un expéditeur de renominer à la hausse en cas de lancement de la procédure de rachat risque, en l'état, d'empêcher un expéditeur de pouvoir équilibrer son portefeuille en cours de journée même si les capacités qu'ils envisagent d'utiliser pour ce faire ont été souscrites sur le long terme avant la mise en place du mécanisme. Il est donc nécessaire de définir des règles pour éviter cette situation.

TGP est donc d'accord avec l'orientation de la CRE de ne pas appliquer le mécanisme de surréservation et de rachat aux points d'interconnexion avec les pays tiers.

Question 7 : Etes-vous favorable à une mise en œuvre du mécanisme de surréservation et de rachat dès le 1er octobre 2013 avec un mécanisme de rachat simplifié ?

TGP n'est pas favorable à la mise en œuvre d'un mécanisme de surréservation et de rachat même avec un mécanisme de rachat simplifié pour les raisons indiquées dans notre réponse à la question précédente..

Question 8 : Etes-vous d'accord avec un prix de rachat fondé sur le différentiel de prix entre les places de marché ?

Dans certaines situations particulières, le différentiel de prix entre les places de marché peut être très élevé. Faire supporter, même en partie, le coût de rachat de capacité « virtuelle » dans de telles circonstances à la communauté des expéditeurs ne nous semble pas souhaitable.

TGP n'est donc pas favorable, à ce stade, à la mise en œuvre d'un prix de rachat fondé sur le différentiel de prix entre les places de marché.

Question 9 : Etes-vous favorable à un partage 50-50 entre les GRT et les expéditeurs des recettes et coûts liés au mécanisme de surréservation et de rachat?

TGP n'est pas favorable au mécanisme de partage présenté et privilégie une approche moins générale, notamment pour prendre en compte les situations dans lesquelles un expéditeur a souscrit de la capacité avant la mise en œuvre du mécanisme.

Question 10 : Etes-vous d'accord avec l'orientation de la CRE concernant l'initiation du rachat par les GRT sur un point d'interconnexion en fonction de l'alignement des capacités fermes commercialisables de part et d'autre du point d'interconnexion ?

TGP partage l'avis de la CRE sur cette disposition.

Question 11 : Avez-vous des remarques quant à la mise en œuvre du mécanisme UIOLI long terme ?

TGP n'a pas de remarque quant à la mise en œuvre du mécanisme UIOLI long terme.

Question 12 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE de ne pas mettre en œuvre de manière anticipée le mécanisme UIOLI de capacités fermes à un jour au point d'interconnexion Obergailbach ?

TGP est favorable à la proposition de la CRE de ne pas mettre en œuvre de manière anticipée le mécanisme UIOLI de capacités fermes à un jour au point d'interconnexion Obergailbach.